

ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

lutte contre la faim Question écrite n° 8369

Texte de la question

M. Patrick Roy attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères et européennes sur la mobilisation de Médecins sans frontières (MSF) en faveur d'une extension de l'utilisation des pâtes nutritives « prêtes à l'emploi » afin de réduire la malnutrition dans le monde. Sur les vingt millions d'enfants concernés, seuls 3 % y ont aujourd'hui accès. Ces pâtes nutritives contiennent les vitamines, nutriments et minéraux essentiels à la croissance des jeunes enfants, en particulier les moins de trois ans. Il s'agit en fait d'une nouvelle génération de produits hautement nutritifs à base de lait, de sucre et de graisses végétales, qui supportent très bien les climats chauds. Il souhaite savoir si la France participe au développement de la diffusion de ces pâtes nutritives à travers le monde.

Texte de la réponse

La malnutrition infantile aiguë reste en effet un problème grave mal pris en compte par les actions actuelles des gouvernements et de l'aide internationale. L'Afrique de l'Ouest et du Centre est la région du monde où les taux de malnutrition aiguë globale sont les plus élevés. Ceux-ci atteignent des niveaux considérables y compris dans des pays jusqu'à présent relativement épargnés par les crises alimentaires : 33 % au Mali, 38 % au Burkina Faso, soit des valeurs équivalentes à celles du Niger. Ces chiffres sont à rapprocher de ceux de la mortalité infantile: 1 enfant sur 5 n'atteint pas 5 ans au Burkina Faso et au Mali, 1 sur 4 au Niger etc., même si des progrès sont observés sur le long terme. Bien d'autres pays du Monde sont également concernés, notamment l'Inde, Madagascar et Haïti, où des taux élevés sont observés. Une nouvelle génération de produits alimentaires thérapeutiques faciles à utiliser et fournissant les besoins nutritionnels complets des jeunes enfants a fait ses preuves de manière spectaculaire dans les centres thérapeutiques dans différents pays, notamment au Niger en 2005. Toutefois cette approche palliative doit encore être validée hors environnement médicalisé. Son coût et la conception de dispositifs de distribution durables restent des contraintes. En outre, cette distribution sera d'autant plus efficace que les autres facettes du problème seront traitées. Les causes de la malnutrition sont en effet multiples : pauvreté, certes, mais aussi alimentation, hygiène et environnement, santé et soins maternels. C'est au travers de programmes intégrés de lutte contre la malnutrition que la distribution de ces aliments thérapeutiques mérite d'être encouragée. Dans le cadre d'opérations d'urgence, la France a appuyé en 2007 la distribution d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi au titre de l'aide alimentaire au Togo et au Niger par le canal de l'UNICEF, en Somalie par celui de l'ONG Action contre la faim. Ces opérations ont porté sur un montant total de 1,6 million d'euros. Dans le cas de l'aide alimentaire mise en oeuvre par le canal du PAM, par exemple en Haïti, les distributions portent sur des aliments de composition plus simple, permettant de toucher un plus grand nombre d'enfants. De même, en dehors des crises aiguës et des centres de réhabilitation nutritionnelle, la France appuie l'utilisation de produits alternatifs, en général fabriqués sur place, s'inscrivant dans les habitudes locales et d'un coût modéré : au Niger en partenariat avec l'UNICEF, à Madagascar avec l'ONG GRET. Mais d'une manière générale, les performances de différentes options techniques de lutte contre la malnutrition infantile en dehors des centres de réhabilitation doivent encore faire l'objet de travaux scientifiques. La lutte contre la malnutrition infantile à grande échelle est une question complexe de

développement qui nécessitera, pour être efficace, une capacité de financement significative et pérenne sur le long terme, et qui requiert une mobilisation concertée de tous les donateurs, dont la CE, la Banque mondiale, voire les États-unis. L'approche « thérapeutique » certes nécessaire, ne peut seule y répondre. Il y faut des stratégies longues (croissance des revenus, production alimentaire, espacement des naissances, éducation des femmes) et des stratégies courtes (éducation en matière de santé et nutrition, promotion de l'allaitement exclusif et de l'alimentation complémentaire appropriée, eau potable, etc.). Celles-ci incluent en particulier la complémentation à grande échelle des aliments en micro nutriments (iode et vitamine A par exemple). La France contribue à ces différents objectifs à travers son aide dans les secteurs de l'eau de la santé du développement rural et de l'éducation.

Données clés

Auteur: M. Patrick Roy

Circonscription: Nord (19e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 8369 Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé: Affaires étrangères et européennes **Ministère attributaire**: Affaires étrangères et européennes

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 23 octobre 2007, page 6417 **Réponse publiée le :** 8 avril 2008, page 3014